

MAISONS
DU MONDE

Rapport Financier
Semestriel 2017

AU 30 JUIN 2017



Sommaire

1

Rapport d'activité semestriel	3
1.1 Résultats des activités du Groupe	4
1.2 Trésorerie et capitaux du Groupe	9
1.3 Événements postérieurs	11
1.4 Perspectives	11

2

États financiers consolidés intermédiaires condensés	13
2.1 Compte de résultat consolidé intermédiaire	14
2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire	15
2.3 État de la situation financière consolidée intermédiaire	16
2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	18
2.5 Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	20
2.6 Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire	25
2.7 Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire	31
2.8 Informations complémentaires	38
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	40
Attestation du responsable du Rapport financier semestriel	41



Rapport Financier Semestriel 2017 au 30 juin 2017

Maisons du Monde, créateur d'univers originaux pour la maison, propose une gamme unique d'articles de décoration et de meubles à des prix abordables, qui se déclinent selon des styles et des thèmes très variés, permettant ainsi à ses clients d'exprimer leurs propres styles et goûts.



Rapport d'activité semestriel

1

1.1	Résultats des activités du Groupe	4	1.3	Événements postérieurs	11
1.2	Trésorerie et capitaux du Groupe	9	1.4	Perspectives	11

1.1 Résultats des activités du Groupe

1.1.1 INDICATEURS CLÉS

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS POUR LE PREMIER SEMESTRE 2017

<i>(en millions d'euros)</i>	Période de six mois close le 30 juin		
	2016	2017	% Variation
Ventes	389,6	456,6	+ 17,2 %
<i>% Variation à périmètre comparable</i>	+ 16,6 %	+ 9,0 %	n/a
Marge brute	257,2	298,2	+ 15,9 %
<i>En % des ventes</i>	66,0 %	65,3 %	(70) pbs
EBITDA	40,3	43,2	+ 7,2 %
<i>En % des ventes</i>	10,3 %	9,5 %	(80) pbs
EBIT	26,8	28,0	+ 4,4 %
<i>En % des ventes</i>	6,9 %	6,1 %	(80) pbs
Résultat net	(53,9)	6,2	n/a
Endettement financier net	256,5	230,2	- 10,3 %
Ratio de levier financier (x)	2,4 x	1,8 x	(0,6)

1.1.2 ANALYSE DES VENTES

RÉSUMÉ DES VENTES POUR LE PREMIER SEMESTRE 2017

<i>(en millions d'euros)</i>	Période de six mois close le 30 juin		
	2016	2017	% Variation
Ventes par zone géographique			
France	250,0	279,0	+ 11,6 %
International	139,6	177,6	+ 27,2 %
TOTAL VENTES	389,6	456,6	+ 17,2 %
France (%)	64,2 %	61,1 %	-
International (%)	35,8 %	38,9 %	-
TOTAL VENTES (%)	100,0 %	100,0 %	-
Ventes par catégorie de produits			
Décoration	202,3	242,9	+ 20,1 %
Meubles	187,3	213,7	+ 14,1 %
TOTAL VENTES	389,6	456,6	+ 17,2 %
Décoration (%)	51,9 %	53,2 %	-
Meubles (%)	48,1 %	46,8 %	-
TOTAL VENTES (%)	100,0 %	100,0 %	-
Ventes par canal de distribution			
Réseau de magasins	312,5	354,6	+ 13,5 %
Ventes en ligne	77,1	102,0	+ 32,3 %
TOTAL VENTES	389,6	456,6	+ 17,2 %
Réseau de magasins (%)	80,2 %	77,7 %	-
Ventes en ligne (%)	19,8 %	22,3 %	-
TOTAL VENTES (%)	100,0 %	100,0 %	-

Au premier semestre 2017, les ventes du Groupe ont atteint 456,6 millions d'euros, en hausse de 17,2 % par rapport au premier semestre 2016, et de 9,0 % à périmètre comparable. Toutes les catégories de produits, géographies et canaux de distribution ont contribué à cette croissance, reflétant le très bon accueil réservé aux nouvelles collections d'articles de décoration et de meubles. Cette performance a également confirmé la solidité du modèle économique du Groupe et de sa stratégie omnicanale. Les ventes en ligne ont représenté 22,3 % des ventes totales du Groupe sur la période, en progression de 32,3 % comparé au premier semestre 2016, du fait notamment de la réussite du déploiement de la livraison gratuite en magasin partout en Europe.

Au premier semestre 2017, le Groupe a continué d'étendre son réseau de magasins, avec 10 ouvertures nettes sur la période, dont 2 magasins en France et 8 à l'international, d'une surface de vente moyenne d'environ 1 200 mètres carrés. Au 30 juin 2017, Maisons du Monde exploitait 298 magasins, dont 205 en France et 93 à l'international.

A. Évolution des ventes par zone géographique

Au premier semestre 2017, les ventes du Groupe en France ont atteint 279 millions d'euros, soit 61,1 % des ventes totales, en hausse de 11,6 % par rapport au premier semestre 2016, en raison d'une solide croissance des ventes à périmètre comparable, de l'ouverture de 2 nouveaux magasins sur la période, ainsi que de l'effet sur le semestre des ouvertures de magasins réalisées en 2016. Les ventes du Groupe à l'International ont atteint 177,6 millions d'euros au premier semestre 2017, soit 38,9 % des ventes totales, en hausse de 27,2 % par rapport au premier semestre 2016, en raison de la poursuite de la forte croissance

des ventes en ligne du Groupe, notamment au Royaume-Uni et en Allemagne, ainsi que de l'ouverture de 8 nouveaux magasins sur la période.

B. Évolution des ventes par catégorie de produit

Au premier semestre 2017, les ventes d'articles de décoration ont atteint 242,9 millions d'euros, soit 53,2 % des ventes totales, en hausse de 20,1 % comparé au premier semestre 2016, tandis que les ventes de meubles ont totalisé 213,7 millions d'euros, soit 46,8 % des ventes totales, en progression de 14,1 % par rapport au premier semestre 2016. Cette performance a reflété le très bon accueil réservé aux nouvelles collections d'articles de décoration et de meubles du Groupe, ainsi que la réussite du déploiement de la livraison gratuite en magasin partout en Europe sur la période.

C. Évolution des ventes par canal de distribution

Au premier semestre 2017, les ventes réalisées en magasins ont atteint 354,6 millions d'euros, soit 77,7 % des ventes totales, en hausse de 13,5 % comparé au premier semestre 2016, reflétant une solide croissance des ventes à périmètre comparable et l'ouverture de 10 nouveaux magasins sur la période. Les ventes en ligne ont totalisé 102,0 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 32,3 % par rapport au premier semestre 2016. La contribution des ventes en ligne aux ventes totales a ainsi progressé sur la période, à 22,3 % au premier semestre 2017, contre 19,8 % au premier semestre 2016, soulignant la pertinence de la stratégie omnicanale du Groupe.

1.1.3 ANALYSE DE L'EBITDA

RÉPARTITION DE L'EBITDA PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin		
	2016	2017	% Variation
France	45,8	51,1	+ 11,5 %
International	20,8	22,7	+ 9,1 %
Segment Siège*	(26,3)	(30,6)	+ 16,2 %
EBITDA	40,3	43,2	+ 7,2 %

* Se reporter à la note 4 « Information sectorielle » de la Section 2.6 « Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire » du Chapitre 2 « États financiers consolidés intermédiaires condensés » du présent Rapport financier semestriel.

Au premier semestre 2017, l'EBITDA a atteint 43,2 millions d'euros, en hausse de 7,2 % par rapport au premier semestre 2016, porté par la croissance des ventes sur la période. Comme attendu, la marge d'EBITDA s'est élevée à 9,5 %, contre 10,3 % au premier semestre de 2016. Cette évolution a reflété l'impact des effets de change, comme anticipé. À taux de change constant sur les achats en dollar US, la croissance de l'EBITDA aurait été de 20 % par rapport au premier semestre 2016.

Par ailleurs, l'EBITDA du premier semestre 2017 a intégré la prise en compte, pour la première fois, du plan d'attribution d'actions gratuites et du plan d'intéressement du personnel. De plus, le Groupe a continué à investir sur la période dans des actions clés de sa stratégie omnicanale telles que les initiatives en matière de services à la clientèle et un programme de gestion de la relation client.

A. Évolution de l'EBITDA en France

En France, l'EBITDA a atteint 51,1 millions d'euros au premier semestre 2017, en progression de 11,5 % par rapport au premier semestre 2016, reflétant la solide croissance des ventes à périmètre comparable et l'effet de périmètre lié aux ouvertures de nouveaux magasins sur la période. En pourcentage des ventes en France, la marge d'EBITDA (hors segment Siège) a atteint 18,3 % au premier semestre 2017, stable par rapport au premier semestre 2016.

B. Évolution de l'EBITDA à l'International

À l'international, l'EBITDA a atteint 22,7 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 9,1 % par rapport au premier semestre 2016, reflétant la forte croissance des ventes à périmètre comparable et l'effet de périmètre lié aux ouvertures de nouveaux magasins sur la période. En pourcentage des ventes à l'international, la marge d'EBITDA (hors segment Siège) s'est élevée à 12,8 % au premier semestre 2017 par rapport à 14,9 % au premier 2016, du fait de la période de montée en puissance des magasins ouverts dans les derniers pays où le Groupe s'est implanté (à savoir l'Allemagne et la Suisse).

1.1.4 ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ

<i>(en millions d'euros)</i>	Période de six mois close le 30 juin	
	2016	2017
Ventes	389,6	456,6
Ventes aux franchisés et ventes promotionnelles	1,3	2,8
Autres produits de l'activité	11,4	12,9
Chiffre d'affaires	402,4	472,3
Coût des ventes	(132,4)	(158,4)
Charges de personnel	(81,3)	(91,9)
Charges externes	(156,0)	(184,9)
Dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations	(13,5)	(15,2)
Juste valeur des instruments financiers dérivés	(11,3)	(2,4)
Autres produits et charges d'exploitation	(2,9)	(2,9)
Résultat opérationnel courant	4,9	16,6
Autres produits et charges opérationnels	(10,5)	(0,9)
Résultat opérationnel	(5,7)	15,8
Résultat financier	(67,1)	(4,2)
Quote-part du résultat des sociétés mise en équivalence	-	-
Résultat avant impôts	(72,7)	11,6
Impôts sur le résultat	18,8	(5,4)
RÉSULTAT NET	(53,9)	6,2

A. Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2017, les ventes du Groupe ont atteint 456,6 millions d'euros, en hausse de 17,2 % par rapport au premier semestre 2016, reflétant une forte croissance de 9,0 % des ventes à périmètre comparable et un effet périmètre lié, d'une part, à l'ouverture de 10 nouveaux magasins sur la période et, d'autre part, à l'effet sur un semestre entier des ouvertures 2016. La contribution des autres produits a atteint 15,7 millions d'euros au premier semestre 2017 comparé à 12,8 millions d'euros au premier semestre 2016, en raison principalement de l'accroissement du volume de services de transport vendus, en lien avec l'évolution des ventes, ainsi que de l'augmentation des revenus liés à la franchise. Compte tenu de tous ces éléments, le **chiffre d'affaires consolidé** du Groupe a atteint 472,3 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 69,9 millions d'euros, soit 17,4 %, par rapport au premier semestre 2016.

B. Marge brute

Le **coût des ventes** a augmenté de 26,0 millions d'euros, soit 19,7 %, à 158,4 millions d'euros au premier semestre 2017, par rapport à 132,4 millions d'euros au premier semestre 2016. En pourcentage des ventes, le coût des ventes a atteint 34,7 % au premier semestre 2017 comparé à 34,0 % au premier semestre 2016. Cette évolution a résulté principalement des effets de change issus de la politique de couverture long terme appliquée par le Groupe (appréciation du dollar US par rapport à l'euro). Cet impact a été en partie compensé par des plans d'actions spécifiques sur les achats et une évolution positive du mix produit.

Au premier semestre 2017, le Groupe a ainsi enregistré une **marge brute** de 298,2 millions d'euros, soit 65,3 % des ventes, contre 257,2 millions d'euros, soit 66,0 % des ventes, au premier semestre 2016.

C. Résultat opérationnel courant

Les **charges de personnel** ont augmenté de 10,5 millions d'euros, soit 13,0 %, à 91,9 millions d'euros au premier semestre 2017, contre 81,3 millions d'euros au premier semestre 2016, l'effectif moyen (hors Mekong Furniture) en équivalent temps plein (ETP) étant passé de 4 470 au 30 juin 2016 à 5 002 au 30 juin 2017. Cette hausse a principalement reflété l'ouverture de nouveaux magasins et l'impact sur le semestre des ressources supplémentaires dédiées aux fonctions centrales recrutées en 2016.

En pourcentage des ventes, les frais de personnel ont atteint 20,1 % au premier semestre 2017, contre 20,9 % au premier semestre 2016, en raison principalement de : (i) la relative stabilité des charges de personnel des magasins comparables dans un contexte de forte croissance des ventes, et (ii) l'évolution de la répartition des ventes par canal de distribution, les coûts de personnel étant moins élevés pour les ventes en ligne (qui ont affiché une plus forte croissance que celle des ventes en magasin sur la période), en partie compensée par (iii) une hausse de 0,5 million d'euros de la participation des salariés (charges sociales incluses), (iv) l'impact d'un programme d'intéressement pour 0,5 million d'euros, et (v) l'impact des plans d'actions gratuites pour 0,9 million d'euros.

Les **charges externes** ont augmenté de 28,8 millions d'euros, soit 18,5 %, à 184,9 millions d'euros au premier semestre 2017, contre 156,0 millions d'euros au premier semestre 2016, en raison principalement de : (i) l'augmentation de 26,8 % des coûts de transport résultant de la hausse des ventes, (ii) l'augmentation de la surface de vente liée aux ouvertures nettes de magasins, celle-ci étant passée d'environ 310 000 mètres carrés au 30 juin 2016 à environ 343 000 mètres carrés au 30 juin 2017, entraînant une hausse des loyers et charges afférentes, des dépenses énergétiques et des charges de réparation et d'entretien, et (iii) un recours accru aux employés temporaires lié à l'optimisation des effectifs de vente et de logistique.

En pourcentage des ventes, les charges externes ont atteint 40,5 % au premier semestre 2017, contre 40,0 % au premier semestre 2016. Cette évolution reflète notamment la fin de la montée en puissance du dernier entrepôt logistique ouvert au cours de l'année 2016. De plus, le Groupe a continué à investir sur la période dans des actions clés de sa stratégie omnicanale telles que les initiatives en matière de services à la clientèle et un programme de gestion de la relation client.

Les **dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations** ont augmenté de 1,7 million d'euros, soit 12,5 %, à 15,2 millions d'euros au premier semestre 2017, contre 13,5 millions d'euros au premier semestre 2016, du fait principalement des dotations aux amortissements des immobilisations liées aux ouvertures de nouveaux magasins.

En pourcentage des ventes, les dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations ont atteint 3,3 % au premier semestre 2017, contre 3,5 %, au premier semestre 2016, les ventes, portées notamment par la croissance des ventes en ligne, ayant augmenté plus rapidement que l'amortissement des immobilisations.

La **variation de la juste valeur des instruments dérivés financiers**, qui couvrent ou qui permettent de couvrir l'ensemble des achats de marchandises du Groupe et du transport maritime libellés en dollars US, a été une charge de 2,4 millions d'euros au premier semestre 2017, contre une charge de 11,3 millions d'euros au premier semestre 2016. Depuis le 1^{er} janvier 2016, le Groupe applique la comptabilité de couverture, qui permet de réduire le montant des charges constatées au compte de résultat consolidé, seule la part inefficace des variations de juste valeur de la couverture y étant constatée. La différence entre les deux options comptables réside dans le fait que l'une a un impact sur les capitaux propres (nouvelle option comptable), tandis que l'autre a un impact sur le compte de résultat (ancienne option comptable) en ce qui concerne la comptabilisation de la variation de la juste valeur des contrats de couverture. L'impact sur le compte de résultat de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés du Groupe en 2016, ainsi que sur le premier semestre 2017, provient principalement de la consommation des instruments financiers dérivés détenus par le Groupe au 31 décembre 2015. Au 30 juin 2017, l'ensemble des instruments financiers dérivés détenus par le Groupe au 31 décembre 2015 a été consommé.

Les **autres produits et charges d'exploitation** ont représenté une charge nette de 2,9 millions d'euros au premier semestre 2017, stable par rapport au premier semestre 2016, tant globalement que par nature.

Au premier semestre 2017, le Groupe a ainsi enregistré un **résultat opérationnel courant** de 16,6 millions d'euros, contre 4,9 millions d'euros au premier semestre 2016. Si l'on exclut l'effet de la variation de juste valeur des instruments financiers dérivés, le résultat opérationnel courant a affiché une hausse de 2,8 millions d'euros, à 19,0 millions d'euros au premier semestre 2017, contre 16,2 millions d'euros au premier semestre 2016.

D. Résultat opérationnel

Les **autres produits et charges opérationnels** ont représenté une charge nette de 0,9 million d'euros au premier semestre 2017, contre une charge nette de 10,5 millions d'euros au premier semestre 2016, qui avait été principalement impacté par les frais liés à l'introduction en bourse pour 11,3 millions d'euros.

Au premier semestre 2017, le Groupe a ainsi enregistré un **résultat opérationnel** de 15,8 millions d'euros, contre une perte de 5,7 millions d'euros au premier semestre 2016.

E. Résultat financier

La **charge financière nette** a diminué de 62,9 millions d'euros au premier semestre 2017, à 4,2 millions d'euros, contre 67,1 millions d'euros au premier semestre 2016. Cette variation a été principalement liée aux frais relatifs à l'introduction en bourse engagés sur 2016, en particulier : (i) les frais de remboursement anticipé de l'emprunt obligataire *High Yield* d'un montant de

19,7 millions d'euros, et (ii) les frais d'émission résiduels de l'ancien emprunt obligataire *High Yield* et du RCF pour un montant de 16,7 millions d'euros, sans impact sur la trésorerie, partiellement compensés par la baisse du coût de la dette suite au refinancement intervenu à fin mai 2016, qui a atteint 3,9 millions d'euros au premier semestre 2017, contre 30,5 millions d'euros au premier semestre 2016.

F. Impôt sur le résultat

L'**impôt sur le résultat** a représenté une charge de 5,4 millions d'euros au premier semestre 2017, contre un produit de 18,8 millions d'euros au premier semestre 2016.

Au premier semestre 2017, l'impôt sur le résultat a inclus les éléments suivants : (i) un impôt exigible de 5,3 millions d'euros (contre 2,7 millions d'euros au premier semestre 2016), y compris, la CVAE et l'IRAP (taxe régionale sur la production en Italie) de 2,2 millions d'euros (contre 2,1 millions d'euros au premier semestre 2016), et (ii) une charge d'impôt différé de 0,1 million d'euros (contre un produit de 21,5 millions d'euros au premier semestre 2016). La variation des impôts différés a principalement résulté des pertes fiscales reportables constatées sur 2016, liées notamment aux frais relatifs à l'introduction en bourse, et à la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés.

G. Résultat net

Au premier semestre 2017, le Groupe a enregistré un bénéfice de 6,2 millions d'euros, contre une perte de 53,9 millions d'euros au premier semestre 2016.

1.1.5 INDICATEURS FINANCIERS NON-IFRS

RÉCONCILIATION DE L'EBITDA

<i>(en millions d'euros)</i>	Période de six mois close le 30 juin	
	2016	2017
Résultat opérationnel courant	4,9	16,6
Dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations	13,5	15,2
Juste valeur des instruments financiers dérivés	11,3	2,4
Frais de gestion	0,8	-
Frais de pré-ouverture	1,6	1,5
Prorata – dépenses liées aux catalogues	6,8	6,7
Prorata – taxes (IFRIC 21)	1,3	0,7
EBITDA	40,3	43,2

RÉCONCILIATION DE L'EBIT

<i>(en millions d'euros)</i>	Période de six mois close le 30 juin	
	2016	2017
EBITDA	40,3	43,2
Dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations	(13,5)	(15,2)
EBIT	26,8	28,0

1.2 Trésorerie et capitaux du Groupe

1.2.1 ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie consolidés du Groupe pour les périodes de six mois closes les 30 juin 2016 et 2017.

<i>(en millions d'euros)</i>	Période de six mois close le 30 juin	
	2016	2017
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(2,5)	27,7
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(44,0)	(27,2)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	(2,1)	(14,9)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(48,6)	(14,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	74,8	59,7
Variation nette de la trésorerie	(48,6)	(14,4)
Gains/pertes de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	0,0	(0,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	26,2	45,3

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement et les flux de trésorerie avant activités de financement pour les périodes de six mois closes les 30 juin 2016 et 30 juin 2017.

<i>(en millions d'euros)</i>	Période de six mois close le 30 juin	
	2016	2017
EBITDA	40,3	43,2
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(17,6)	(3,4)
Impôt sur le résultat payé	(4,0)	(3,6)
Frais de gestion	(0,8)	-
Frais de pré-ouverture	(1,6)	(1,5)
Prorata – dépenses liées aux catalogues	(6,8)	(6,7)
Prorata – taxes (IFRIC 21)	(1,3)	(0,7)
Frais liés à l'introduction en bourse	(11,1)	-
Variation des autres éléments liés aux activités opérationnelles	0,4	0,4
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(2,5)	27,7
Dépenses d'investissement	(45,2)	(24,0)
<i>Dont rachat des actions Luxco 2 et des CPEC</i>	(20,6)	-
Autres actifs non courants	(0,1)	1,8
Variation des dettes sur immobilisations et produits des cessions d'actifs non courants	1,3	(5,0)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(44,0)	(27,2)
Flux de trésorerie avant activités de financement	(46,5)	0,5

Les **activités opérationnelles du Groupe** ont généré une variation nette de trésorerie positive de 27,7 millions d'euros au premier semestre 2017 (contre une variation nette négative de (2,5) millions d'euros au premier semestre 2016), reflétant principalement : (i) un gain de 34,8 millions d'euros du résultat avant impôt de la période après retraitement du coût de l'endettement net pour 3,9 millions d'euros et d'une charge de 18,1 millions d'euros sans incidence sur la trésorerie (liée principalement aux dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations à hauteur de 15,7 millions d'euros et à une variation négative de 2,4 millions d'euros de la juste valeur des instruments dérivés de couverture), (ii) une variation défavorable de 3,4 millions d'euros du besoin en fonds de roulement opérationnel, et (iii) un décaissement de 3,6 millions d'euros attribuable au paiement de l'impôt sur le résultat.

La **variation du besoin en fonds de roulement opérationnel** a eu un impact négatif sur la trésorerie de 3,4 millions d'euros au premier semestre 2017 (contre un impact négatif de 17,6 millions d'euros au premier semestre 2016), lié à la diminution de 11,8 millions d'euros des dettes fournisseurs et autres dettes, ainsi qu'à une hausse de 3,0 millions d'euros des créances clients et autres créances, en partie compensée par une diminution de 11,4 millions d'euros des stocks. Au 31 décembre 2016, les stocks étaient à un niveau élevé afin d'anticiper la réception des

nouveautés de la collection 2017 et de permettre son implantation dans les magasins dès le début 2017, alors qu'au 30 juin 2017, les stocks retrouvaient un niveau plus normatif.

Les **opérations d'investissement du Groupe** ont généré une variation nette de trésorerie négative de 27,1 millions d'euros au premier semestre 2017 (contre une variation nette négative de 44,0 millions d'euros au premier semestre 2016, dont 20,6 millions d'euros étaient attribuables au rachat par le Groupe de certaines actions Luxco 2 et des CPEC de Luxco 2 dans le cadre de la transition des équipes dirigeantes convenue entre M. Xavier Marie et Bain Capital au cours de l'été 2015), liée principalement à des dépenses d'investissement de 24,0 millions d'euros, dont environ 62 % étaient liés aux investissements de développement engagés pour l'ouverture de 15 nouveaux magasins (données brutes).

Les **opérations de financement du Groupe** ont généré une variation nette de trésorerie négative de 14,9 millions d'euros au premier semestre 2017 (contre une variation nette négative de 2,1 millions d'euros au premier semestre 2016), incluant principalement : (i) le remboursement de 10,1 millions d'euros sur la nouvelle facilité de crédit renouvelable, (ii) le paiement d'intérêts pour 3,9 millions d'euros (relatifs principalement à l'emprunt à long terme et à la nouvelle facilité de crédit renouvelable), et (iii) les acquisitions nettes d'actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité, qui se sont élevés à 0,3 million d'euros.

1.2.2 RESSOURCES FINANCIÈRES

L'évolution de l'endettement net entre le 31 décembre 2016 et le 30 juin 2017 s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Effet sur la trésorerie			Sans effet sur la trésorerie			30 juin 2017
	31 décembre 2016	Augmentation	Diminution	Frais d'émission	Locations-financements	Intérêts	
Ligne de crédit à long terme	247 338	-	(2 859)	327	-	2 713	247 519
Facilité de crédit renouvelable	34 174	-	(11 058)	131	-	708	23 955
Locations-financements	3 431	-	(729)	-	883	-	3 585
Dépôts et cautionnements	383	-	(1)	-	-	-	382
Découverts bancaires	642	4 277	-	-	-	-	4 919
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(60 317)	-	10 140	-	-	-	(50 177)
ENDETTEMENT NET TOTAL	225 651	4 277	(4 507)	458	883	3 421	230 183

1.3 Événements postérieurs

Le Groupe n'a pas identifié d'événements significatifs postérieurs au 30 juin 2017.

1.4 Perspectives

La solide performance réalisée par Maisons du Monde au premier semestre 2017 permet au Groupe de confirmer ses objectifs pour 2017, comme mis à jour en mai 2017 ⁽¹⁾:

- Hausse des ventes en haut de la fourchette de 12 % à 14 % précédemment communiquée ;
- Croissance à périmètre comparable attendue autour de 5 % ;
- 25 à 30 ouvertures nettes de magasins ;
- Marge d'EBITDA supérieure à 13,0 % des ventes.

Les objectifs présentés ci-dessus se basent sur des données, des hypothèses et des estimations que le Groupe considère raisonnables à la date du présent rapport financier semestriel au vu de ses perspectives économiques. Ces objectifs résultent de, et dépendent du succès de la stratégie du Groupe. Ils peuvent faire l'objet de modifications ou d'ajustements, notamment suite à l'évolution du contexte économique, financier, concurrentiel, réglementaire ou fiscal ou à d'autres facteurs sur lesquels le Groupe n'exerce aucun contrôle, ou dont le Groupe n'avait pas connaissance, à la date du présent rapport financier semestriel.

(1) Se référer au communiqué de presse des ventes du premier trimestre 2017 publié par la Société le 2 mai 2017.



États financiers consolidés intermédiaires condensés

(Période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017)

2

2.1	Compte de résultat consolidé intermédiaire	14	2.5	Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	20
2.2	État du résultat global consolidé intermédiaire	15	2.6	Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire	25
2.3	État de la situation financière consolidée intermédiaire	16	2.7	Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire	31
2.4	Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	18	2.8	Informations complémentaires	38

2.1 Compte de résultat consolidé intermédiaire

(en milliers d'euros)	Notes	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Ventes de marchandises	5	459 381	390 939	885 084
Autres produits des activités ordinaires	5	12 915	11 429	24 623
Chiffre d'affaires		472 296	402 369	909 707
Coût des ventes		(158 386)	(132 350)	(290 087)
Charges de personnel	7	(91 886)	(81 340)	(174 212)
Charges externes	8	(184 855)	(156 011)	(319 012)
Dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations		(15 217)	(13 522)	(29 671)
Juste valeur des instruments financiers dérivés	21	(2 381)	(11 343)	(20 592)
Autres produits d'exploitation	9	1 049	966	3 977
Autres charges d'exploitation	9	(3 976)	(3 878)	(11 574)
Résultat opérationnel courant		16 644	4 891	68 537
Autres produits et charges opérationnels	10	(866)	(10 542)	(22 505)
Résultat opérationnel		15 778	(5 651)	46 032
Coût de l'endettement financier net	11	(3 893)	(30 520)	(34 709)
Produits financiers	11	928	788	1 598
Charges financières	11	(1 194)	(37 328)	(38 646)
Résultat financier		(4 159)	(67 060)	(71 757)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		-	-	914
Résultat avant impôt		11 619	(72 710)	(24 812)
Impôt sur le résultat	12	(5 402)	18 801	12 843
RÉSULTAT NET		6 218	(53 911)	(11 969)
Attribuable aux :				
• actionnaires de la société mère		6 218	(53 911)	(11 969)
• participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-
Résultat net par action part du Groupe :				
Résultat net par action avant dilution	13	0,14	(2,00)	(0,33)
Résultat net dilué par action	13	0,14	(2,00)	(0,33)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
RÉSULTAT NET		6 218	(53 911)	(11 969)
• Réévaluation des engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi	24	303	(270)	(708)
• Impôt lié à des éléments qui ne seront pas recyclés		(86)	93	237
Éléments non recyclables en résultat		217	(177)	(471)
• Couverture de flux de trésorerie	21	(36 490)	(486)	19 137
• Écarts de conversion		(539)	(90)	179
• Impôt lié à des éléments qui seront recyclés		12 564	167	(6 589)
Éléments recyclables en résultat		(24 465)	(409)	12 727
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NET D'IMPÔT		(24 248)	(586)	12 256
RÉSULTAT GLOBAL		(18 031)	(54 497)	287
Attribuable aux :				
• actionnaires de la société mère		(18 031)	(54 497)	287
• participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.3 État de la situation financière consolidée intermédiaire

ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2017	31 décembre 2016	30 juin 2016
Goodwill	15	321 183	321 183	321 183
Autres immobilisations incorporelles	16	246 394	243 975	243 180
Immobilisations corporelles	17	142 171	136 877	123 082
Participations dans les sociétés mises en équivalence		1 006	1 040	143
Autres actifs financiers non courants	18	16 934	18 018	18 051
Impôts différés actifs	19	33 336	21 002	40 843
Autres actifs non courants	20	7 825	8 332	8 490
Actifs non courants		768 849	750 427	754 972
Stocks		159 489	171 066	130 649
Créances clients et autres créances		53 539	50 103	60 553
Autres actifs financiers courants		383	419	383
Actifs d'impôt exigible		16 314	15 789	12 575
Instruments financiers dérivés	21	-	22 658	12 285
Trésorerie et équivalents de trésorerie		50 177	60 317	37 480
Actifs courants		279 902	320 352	253 925
TOTAL ACTIF		1 048 753	1 070 779	1 008 896

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2017	31 décembre 2016	30 juin 2016
Capital social	22	146 584	146 584	146 584
Primes d'émission		134 283	134 959	135 113
Réserves consolidées		178 228	227 396	214 786
Résultat de la période		6 218	(11 969)	(53 911)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		465 314	496 970	442 572
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-
TOTAL CAPITAUX PROPRES		465 314	496 970	442 572
Emprunts	23	250 073	249 588	247 207
Impôts différés passifs	19	62 823	62 823	74 789
Avantages postérieurs à l'emploi	24	6 278	6 079	5 223
Provisions	25	13 735	13 989	1 704
Autres passifs non courants	26	11 615	10 879	10 250
Passifs non courants		344 523	343 358	339 172
Emprunts	23	30 287	36 380	46 806
Dettes fournisseurs et autres dettes		176 912	192 885	179 404
Provisions	25	365	475	479
Passifs d'impôt exigible		1 110	704	417
Instruments financiers dérivés	21	16 213	-	-
Autres passifs courants *		14 029	6	45
Passifs courants		238 916	230 451	227 152
TOTAL PASSIF		583 439	573 808	566 324
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		1 048 753	1 070 779	1 008 896

* Les autres passifs courants sont principalement composés des dividendes à payer (cf. note 14).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaires

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Résultat de la période avant impôt		11 619	(72 710)	(24 812)
Ajustements relatifs aux :				
• Dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations		15 683	14 657	42 937
• Plus ou moins-values de cessions	9 & 10	576	(713)	(1 476)
• Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		-	-	(914)
• Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	21	2 381	11 343	20 592
• Paiements fondés sur des actions		667	-	103
• Autres ⁽¹⁾		-	35 965	35 965
• Coût de l'endettement financier net	11	3 893	30 520	34 709
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité :				
• Augmentation/Diminution des stocks		11 377	(28 464)	(68 731)
• Augmentation/Diminution des créances clients et autres créances		(3 011)	(14 369)	(3 861)
• Augmentation/Diminution des dettes fournisseurs et autres dettes		(11 814)	25 231	31 060
Impôts versés		(3 647)	(3 969)	(7 528)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		27 724	(2 511)	58 044
Acquisitions d'actifs non courants :				
• Immobilisations corporelles	17	(19 798)	(20 140)	(45 426)
• Immobilisations incorporelles	16	(3 488)	(2 777)	(5 126)
• Filiales, nettes de la trésorerie acquise		-	33	33
• Autres actifs non courants ⁽²⁾		1 052	(22 355)	(22 234)
Variation des dettes sur immobilisations		(5 188)	(462)	3 524
Produits des cessions d'actifs non courants		232	1 735	3 162
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(27 190)	(43 966)	(66 067)
Produits de l'augmentation de capital ⁽³⁾		-	150 595	150 424
Produits de la souscription d'emprunts ⁽⁴⁾		-	280 519	280 519
Remboursement d'emprunts ⁽⁴⁾	23	(10 729)	(325 696)	(326 343)
Acquisitions (nettes) d'actions propres		(268)	-	(377)
Intérêts payés	23	(3 933)	(25 000)	(28 876)
Crédit-vendeur ⁽⁵⁾		-	(62 798)	(62 798)
Frais de remboursement anticipé de l'emprunt obligataire High Yield ⁽¹⁾		-	(19 693)	(19 693)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(14 930)	(2 073)	(7 144)

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(14 397)	(48 550)	(15 166)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	59 675	74 773	74 773
Gains/pertes de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(20)	12	69
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A LA CLÔTURE	45 258	26 236	59 675
Trésorerie et équivalents de trésorerie (hors découverts bancaires)	23 50 177	37 480	60 317
Découverts bancaires	23 (4 919)	(11 244)	(642)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	45 258	26 236	59 675

- (1) En 2016, dont 19,7 millions d'euros liés aux frais de remboursement anticipé de l'emprunt obligataire High Yield reclassés en opérations de financement et 16,7 millions d'euros liés aux frais d'émission de l'« ancien » financement non encore amortis à la date de la résiliation de la facilité de crédit renouvelable et à la date du remboursement de l'emprunt obligataire High Yield (cf. note 1.3 des états financiers consolidés 2016).
- (2) En 2016, dont 20,6 millions d'euros d'actions et autres titres de Magnolia (BC) Luxco S.C.A. (« Luxco 2 »), après les rachats effectués au premier trimestre 2016 dans le cadre de la transition des équipes dirigeantes convenue entre M. Xavier Marie et Bain Capital au cours de l'été 2015.
- (3) En 2016, dans le cadre de son introduction en bourse, le Groupe a émis des actions nouvelles à hauteur de 160 millions d'euros, les frais correspondants s'élevant à 9,6 millions d'euros, soit un produit net de 150,4 millions d'euros.
- (4) En 2016, dans le cadre de son refinancement, le Groupe a remboursé l'emprunt obligataire High Yield et souscrit à une nouvelle ligne de crédit à long terme (cf. note 27 des états financiers consolidés 2016).
- (5) En 2016, le crédit-vendeur de 62,8 millions, provenant de l'acquisition du Groupe par Bain Capital en 2013, a été intégralement remboursé (cf. note 1.1 des états financiers consolidés 2016).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.5 Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires

(en milliers d'euros)	Notes	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
		Capital social	Primes d'émission	Réserves consolidées	Écarts de conversion			Total
Solde au 1^{er} janvier 2016		5 545	49 905	(38 334)	250	17 368	-	17 368
Impact de la réorganisation avant l'introduction en Bourse ⁽¹⁾		110 545	(38 158)	253 496	-	325 883	-	325 883
<i>Fusion de Luxco 1 bis avec Luxco 3</i>		-	-	325 883	-	325 883	-	325 883
<i>Fusion de Luxco 3 avec MDM S.A.</i>		40 550	-	(40 550)	-	-	-	-
<i>MDM S.A. nouvelle société mère du Groupe</i>		75 540	11 747	(87 287)	-	-	-	-
<i>Annulation du capital social de Luxco 3</i>		(5 545)	(49 905)	55 450	-	-	-	-
Émission d'actions ordinaires (nette des frais de souscription) ⁽²⁾		30 494	123 324	-	-	153 818	-	153 818
Dividendes distribués en numéraire		-	-	-	-	-	-	-
Résultat net		-	-	(53 911)	-	(53 911)	-	(53 911)
Autres éléments du résultat global		-	-	(496)	(90)	(586)	-	(586)
SOLDE AU 30 JUIN 2016		146 584	135 071	160 755	160	442 572	-	442 572
Solde au 1^{er} janvier 2017		146 584	134 959	214 996	429	496 970	-	496 970
Dividendes distribués en numéraire		-	(676)	(13 349)	-	(14 025)	-	(14 025)
Paiements fondés sur des actions	22.3	-	-	667	-	667	-	667
Actions propres	22.2	-	-	(268)	-	(268)	-	(268)
Résultat net		-	-	6 218	-	6 218	-	6 218
Autres éléments du résultat global		-	-	(23 709)	(539)	(24 248)	-	(24 248)
SOLDE AU 30 JUIN 2017		146 584	134 283	184 555	(108)	465 314	-	465 314

(1) En 2016, dans le cadre de l'introduction en bourse, la réorganisation suivante (cf. note 1.1 des états financiers consolidés 2016) a entraîné une évolution des capitaux propres du Groupe :

- Luxco 1 Bis a fusionné avec Magnolia (BC) Midco S.à.r.l. (« Luxco 3 »), cette dernière restant l'entité mère du Groupe ;
- Luxco 3 a fusionné avec Maisons du Monde S.A., sa filiale directe, Maisons du Monde S.A. devenant la nouvelle entité mère du Groupe.

(2) En 2016, dans le cadre de son introduction en bourse, le Groupe a émis des actions nouvelles à hauteur de 160 millions d'euros. Les frais correspondants s'élèvent à un montant brut de 9,6 millions d'euros, soit 6,2 millions d'euros nets des impôts différés (cf. note 1.1 des états financiers consolidés 2016).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

Maisons du Monde S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration, régie par le droit français. Son siège est situé à Le Portereau – 44120, Vertou. Les actions Maisons du Monde sont cotées sur Euronext Paris.

Ces états financiers consolidés intermédiaires condensés, préparés en application du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne, concernent Maisons du Monde S.A. et ses filiales et participations dans des entreprises associées (ci-après désignés collectivement « le Groupe », et individuellement « filiale » ou « participations dans des entreprises associées »).

Le Groupe est un distributeur omnicanal en forte croissance proposant à une large clientèle partout en Europe des produits d'ameublement et de décoration élégants et à prix accessibles, à travers son réseau de magasins et sa plateforme e-commerce. Sa

gamme de produits intègre une grande variété de styles et de catégories de produits d'ameublement, tant en termes de petite décoration, avec des produits tels que le linge de maison, les arts de la table et les articles de cuisine, les miroirs et les encadrements, qu'en termes de grosse décoration et d'ameublement, avec des produits tels que des grands miroirs, des lampes, des tables, des chaises, des fauteuils et canapés, des armoires, des placards, des bibliothèques et du mobilier d'extérieur.

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 27 juillet 2017, qui a autorisé leur publication. Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Sommaire

Note 1	Événements significatifs	23	Note 16	Autres immobilisations incorporelles	32
Note 2	Principes comptables et règles de consolidation	23	Note 17	Immobilisations corporelles	32
Note 3	Saisonnalité	24	Note 18	Autres actifs financiers non courants	33
Note 4	Information sectorielle	25	Note 19	Actifs et passifs d'impôts différés	33
Note 5	Chiffre d'affaires	26	Note 20	Autres actifs non courants	33
Note 6	Marge brute	26	Note 21	Instruments financiers dérivés	34
Note 7	Charges de personnel	27	Note 22	Capitaux propres	34
Note 8	Charges externes	27	Note 23	Endettement net et emprunts	35
Note 9	Autres produits et charges d'exploitation	28	Note 24	Avantages postérieurs à l'emploi	36
Note 10	Autres produits et charges opérationnels	28	Note 25	Provisions	37
Note 11	Résultat financier	29	Note 26	Autres passifs non courants	37
Note 12	Impôt sur le résultat	29	Note 27	Instruments financiers	37
Note 13	Résultat net par action	30	Note 28	Engagements hors bilan	38
Note 14	Dividende par action	30	Note 29	Transactions avec les parties liées	38
Note 15	Goodwill	31	Note 30	Périmètre de consolidation	39
			Note 31	Événements postérieurs	39

Note 1 Événements significatifs

Financement

En date du 1^{er} mars 2017, le Groupe a souscrit une facilité de crédit renouvelable complémentaire de 75 millions d'euros autorisée par le contrat de facilités de crédit senior du 18 avril 2016. Cette facilité de crédit renouvelable complémentaire est souscrite à des conditions identiques à celles du contrat de facilités de crédit senior du 18 avril 2016. Les frais d'émission se sont élevés à 0,4 million d'euros (cf. note 23).

Note 2 Principes comptables et règles de consolidation

2.1 Bases de préparation

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017 ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Les notes annexes concernent donc les faits et transactions significatifs de la période, et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe de l'exercice 2016.

Les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des comptes consolidés intermédiaires condensés pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017 sont en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne. Les règles et méthodes comptables appliquées au 30 juin 2017 sont identiques à celles utilisées pour la préparation des notes annexes aux états financiers consolidés établis au 31 décembre 2016.

Les données financières sont présentées en milliers d'euros. Les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf mention contraire. De façon générale, les valeurs présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires condensés sont arrondies à l'unité la plus proche. Par conséquent, la somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport au total reporté.

2.2 Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur

a) Nouvelles normes, amendements aux normes existantes et interprétations en vigueur d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2017

Adoptés par l'Union Européenne : néant.

Non encore adoptés par l'Union Européenne :

- amendement IAS 7 – Initiative concernant les informations à fournir ;
- amendement à IAS 12 – Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes latentes ;
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités.

b) Nouvelles normes, amendements aux normes existantes et interprétations en vigueur applicables dans le futur, non adoptés par anticipation par le Groupe

Adoptés par l'Union Européenne :

- IFRS 9 – Instruments financiers ;
- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients.

Non encore adoptés par l'Union Européenne :

- IFRS 16 – Contrats de location ;
- clarification d'IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ;
- IFRS 17 – Contrats d'assurance ;
- amendement à IFRS 2 – Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions ;
- améliorations annuelles du cycle 2014-2016 des IFRS ;
- interprétation IFRIC 22 – Transactions en monnaies étrangères et paiements d'avance ;
- amendements à IFRS 4 – Appliquer la norme IFRS 9 Instruments financiers avec IFRS 4 ;
- amendement à IAS 40 – Transferts des immeubles de placement ;
- IFRIC 23 – Comptabilisation des incertitudes à l'égard des impôts sur le résultat ;
- amendements à IFRS 10 et IAS 28 – Vente ou apports d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise.

Le Groupe analyse actuellement l'impact éventuel de l'application de ces normes sur ses états financiers consolidés. Le Groupe ne prévoit pas d'impacts significatifs induits par ces nouvelles normes, à l'exception de la norme IFRS 16.

La norme IFRS 16 supprime la distinction opérée entre les contrats de location simple et de location-financement, et conduit à l'intégration de la quasi-totalité des contrats de location au bilan. La norme exige que soient comptabilisés les éléments suivants :

- un actif reflétant le droit d'utiliser le bien loué ;
- un passif représentant l'obligation de payer les loyers.

2.3 Utilisation d'estimations et jugements

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les normes IFRS implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur la valeur comptable de certains actifs, passifs, produits, charges, ainsi que sur les informations données en annexe. Les estimations et hypothèses font l'objet de révisions régulières, et au minimum à chaque clôture d'exercice. Elles peuvent varier si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels de ces estimations peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour la valorisation d'actifs incorporels

(*goodwill* et marque), les impôts différés, les instruments financiers et leur classification, les provisions pour litige.

Le *goodwill* n'est pas amorti mais est testé pour dépréciation annuellement ou plus fréquemment lorsque des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait être déprécié (cf. note 2.12 a) des états financiers consolidés 2016).

Dans le cadre de l'élaboration des états financiers intermédiaires condensés, le Groupe a recours à certaines méthodes d'évaluation spécifiques conformément à IAS 34 – Information financière intermédiaire :

- la charge d'impôt est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant au résultat taxable de la période le taux effectif moyen annuel estimé pour l'année en cours ;
- le coût des engagements de retraite est calculé sur la base des évaluations actuarielles prévisionnelles réalisées à la clôture de l'exercice précédent. Ces évaluations sont ajustées pour tenir compte des éventuels amendements, réduction ou liquidation de régime. Par ailleurs, en cas de fluctuation de marché significative ayant un impact sur les hypothèses actuarielles (taux d'actualisation et taux d'inflation), une nouvelle évaluation des engagements de retraite est réalisée par extrapolation de l'évaluation actuarielle annuelle.

Note 3 Saisonnalité

Le marché de la décoration et de l'ameublement sur lequel le Groupe est présent est soumis à des variations saisonnières. Les résultats affichés par le Groupe sur un trimestre donné ne sont donc pas nécessairement indicatifs de ceux qu'il peut obtenir sur l'année pleine.

Les résultats trimestriels du Groupe ont fluctué par le passé et pourraient encore connaître des fluctuations importantes à l'avenir, en fonction de divers facteurs, notamment, de manière non limitative, l'offre de produits du Groupe, les ouvertures et les fermetures de magasins, le niveau des rénovations des logements ou des déménagements, le changement des dates de vacances,

la date de publication des catalogues, les délais de livraison des commandes, les conditions concurrentielles et la conjoncture économique générale.

De fait, historiquement, le Groupe enregistre un résultat opérationnel et un EBITDA plus élevé au quatrième trimestre de son exercice, ce qui correspond aux ventes de fin d'année, et il prévoit que cette tendance se poursuivra. Toutefois, les coûts fixes du Groupe, notamment les charges de personnel, loyers, frais généraux et frais de structure, sont répartis plus uniformément tout au long de l'année.

2.6 Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire

Note 4 Information sectorielle

Les Ventes, l'EBITDA, le *goodwill*, les autres immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles sont présentés par zone géographique. Les segments géographiques retenus sont les suivants :

- France ;
- International.

Par ailleurs, le segment siège comprend les activités de holding, y compris les actifs ne pouvant être affectés à aucun segment et le CICE. Ce segment, qui n'intègre aucun chiffre d'affaires, comprend principalement les frais généraux liés aux services financier, juridique, ressources humaines et informatique ainsi que les charges liées à la conception et au design, aux achats, à la gestion de la relation client (CRM) et au merchandising.

Le Groupe définit son EBITDA annuel comme le résultat opérationnel courant avant les autres produits et charges opérationnels, déduction faite des éléments suivants :

- les dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations ; et
- la variation de la juste valeur des instruments dérivés, qui sont tous deux sans incidence sur la trésorerie ;
- uniquement pour 2016, les management fees versés aux actionnaires ayant le contrôle (jusqu'à l'introduction en bourse),

pour couvrir leurs dépenses de gestion et frais de structure (cf. note 35.1 des états financiers consolidés 2016) ;

iv) les frais de pré-ouverture, encourus avant l'ouverture des nouveaux magasins.

L'EBITDA semestriel répond à la même définition que l'EBITDA annuel sauf qu'il inclut (i) les dépenses liées au catalogue annuel au prorata du montant encouru au premier semestre en 2016 et en 2017 et (ii) l'impact prorata temporis au semestre de la comptabilisation intégrale de certaines taxes dans les états financiers consolidés semestriels 2016 et 2017.

L'EBITDA par zone géographique inclut :

- l'allocation de certaines charges de marketing liées au réseau de magasins et des charges liées à l'exploitation et au marketing de la plateforme e-commerce. L'allocation de ces charges par zone géographique est effectuée sur la base des Ventes (magasins et en ligne) réalisées dans chaque pays ;
- l'allocation de l'EBITDA des entités en charge de la logistique par zone géographique se base sur leur contribution respective à la marge.

Les Ventes et l'EBITDA liés à l'activité *B to B* ont été alloués en totalité au segment – France.

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Ventes	456 592	389 596	881 831
France	278 968	249 983	563 690
International	177 624	139 613	318 141
Ventes aux franchisés et ventes promotionnelles	2 789	1 343	3 253
Ventes de marchandises	459 381	390 939	885 084
Résultat opérationnel courant	16 644	4 891	68 537
Dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations	15 217	13 522	29 671
Juste valeur des instruments financiers dérivés	2 381	11 343	20 592
Management fees	-	789	789
Frais de pré-ouverture	1 530	1 606	3 244
Prorata - dépenses liées aux catalogues	6 696	6 815	-
Prorata - taxes (IFRIC 21)	712	1 332	-
EBITDA	43 180	40 297	122 833
France	51 086	45 830	122 757
International	22 677	20 789	53 651
Siège	(30 583)	(26 322)	(53 575)
Goodwill, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles	709 748	687 445	702 036
France	335 237	330 388	333 003
International	154 677	143 949	150 719
Siège	219 834	213 108	218 314

Note 5 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Ventes	456 592	389 596	881 831
Ventes aux franchisés et ventes promotionnelles	2 789	1 343	3 253
Ventes de marchandises	459 381	390 939	885 084
Participation aux frais de livraison	9 449	8 053	16 843
Prestations logistiques	365	1 071	1 540
Autres services	487	425	1 491
Éco-participation	1 095	968	1 970
Production immobilisée	1 506	715	2 499
Produits divers	13	197	280
Autres produits des activités ordinaires	12 915	11 429	24 623
CHIFFRE D'AFFAIRES	472 296	402 369	909 707

Les ventes sont présentées par canal et par catégorie de produit comme suit :

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Magasins	354 551	312 458	712 701
Web	102 041	77 138	169 130
VENTES	456 592	389 596	881 831

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Décoration	242 935	202 269	499 776
Meubles	213 657	187 327	382 055
VENTES	456 592	389 596	881 831

Note 6 Marge brute

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Ventes	456 592	389 596	881 831
Coût des ventes	(158 386)	(132 350)	(290 087)
Marge brute	298 206	257 247	591 744
Marge brute (%)	65,3 %	66,0 %	67,1 %

Note 7 Charges de personnel

Les charges de personnel s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Traitements et salaires	(67 093)	(59 634)	(125 751)
Charges sociales	(20 153)	(18 593)	(40 370)
Paiements fondés sur des actions (charges sociales comprises) *	(874)	-	(124)
Participation des salariés (forfait social compris)	(3 123)	(2 608)	(7 032)
Avantages postérieurs à l'emploi - Régime à prestations définies	(643)	(506)	(935)
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	(91 886)	(81 340)	(174 212)

* Les charges sociales relatives aux paiements fondés sur des actions s'élèvent à 0,2 million d'euros.

L'effectif moyen de salariés en équivalent temps plein (ETP) est de 5 002 pour le premier semestre 2017 (hors Mekong Furniture) et de 4 470 pour le premier semestre 2016.

Note 8 Charges externes

Les charges externes s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Énergie et autres fournitures non stockées	(9 695)	(8 033)	(17 219)
Éco-participation	(1 049)	(975)	(2 086)
Loyers et charges afférentes	(55 585)	(47 083)	(97 834)
Locations	(3 944)	(3 072)	(6 508)
Entretien et réparations	(7 295)	(5 917)	(13 753)
Assurance	(842)	(835)	(1 671)
Personnel extérieur	(10 258)	(7 392)	(18 886)
Publicité et marketing	(22 651)	(22 689)	(31 335)
Honoraires	(6 123)	(5 386)	(12 689)
Transport	(49 671)	(39 171)	(87 225)
Frais postaux et de télécommunications	(2 501)	(2 005)	(4 266)
Frais de déplacements et de réceptions	(4 252)	(3 704)	(6 764)
Services bancaires	(3 430)	(2 523)	(5 540)
Impôts et taxes	(6 751)	(6 722)	(12 004)
Autres charges externes	(809)	(505)	(1 232)
TOTAL DES CHARGES EXTERNES	(184 855)	(156 011)	(319 012)

Note 9 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Frais de pré-ouverture	(1 530)	(1 606)	(3 244)
Plus ou moins-values de cessions *	(339)	128	894
Litiges et pertes d'origine commerciale	(921)	(1 191)	(4 920)
Loyers et charges afférentes *	(173)	(35)	7
Autres produits et charges d'exploitation	36	(209)	(334)
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	(2 927)	(2 912)	(7 596)

* Se rapporte aux magasins repositionnés dans la même zone.

Note 10 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Plus ou moins-values de cessions ⁽¹⁾	(1)	585	582
Provisions pour fermetures de magasins ⁽¹⁾	(13)	(35)	(23)
Charges de restructuration	(197)	-	-
Autres produits et charges opérationnels ⁽²⁾	(656)	-	(11 697)
Frais liés à l'introduction en Bourse	-	(11 092)	(11 367)
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	(866)	(10 542)	(22 505)

(1) Se rapporte aux magasins non remplacés par un autre magasin MDM dans la même zone (pas de repositionnement).

(2) En 2016, se rapportent à une provision pour litige commercial (cf. note 29 des états financiers consolidés 2016).

Note 11 Résultat financier

Les produits et charges financiers s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Intérêts sur emprunt obligataire High Yield	-	(13 273)	(13 273)
Intérêts sur emprunts, y compris facilité de crédit renouvelable	-	(820)	(820)
Intérêts sur les PEC	-	(15 800)	(15 800)
Coût de l'endettement net « ancien » financement	-	(29 893)	(29 893)
Intérêts sur crédit à long terme	(3 040)	(519)	(3 723)
Intérêts sur emprunts, y compris facilité de crédit renouvelable	(841)	(113)	(1 082)
Coût de l'endettement net « nouveau » financement	(3 881)	(632)	(4 805)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-	31	41
Intérêts courus sur découverts bancaires	(12)	(26)	(52)
Coût de l'endettement net	(3 893)	(30 520)	(34 709)
Contrats de location-financement	(42)	(28)	(51)
Gains et pertes de change	613	201	640
Commissions	(832)	(753)	(1 591)
Autres produits et charges financiers *	(5)	(35 966)	(36 046)
RÉSULTAT FINANCIER	(4 159)	(67 060)	(71 757)

* En 2016, dont :

- 19,7 millions d'euros liés aux frais de remboursement anticipé de l'emprunt obligataire High Yield (cf. note 1.3 des états financiers consolidés 2016) ;
- 16,7 millions d'euros de frais d'émission non encore amortis à la date de la résiliation de la facilité de crédit renouvelable et à la date du remboursement de l'emprunt obligataire High Yield (cf. note 1.3 des états financiers consolidés 2016).

Note 12 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Impôts exigibles	(5 261)	(2 654)	(7 299)
Impôts différés	(141)	21 455	20 142
IMPÔT SUR LE RÉSULTAT	(5 402)	18 801	12 843

La charge d'impôt exigible au premier semestre 2017 comprend notamment la contribution de 3 %, instaurée par la loi de finances rectificative pour 2012, sur la distribution de dividendes décidée par l'assemblée générale du 19 mai 2017 (0,4 million d'euros).

Note 13 Résultat net par action

13.1 Résultat net par action avant dilution

<i>(en milliers d'euros, sauf mention contraire)</i>	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Résultat net de la période attribuable aux actionnaires de la société mère	6 218	(53 911)	(11 969)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires <i>(en milliers)</i>	45 227	26 949	36 133
RÉSULTAT NET PAR ACTION (EN EUROS)	0,14	(2,00)	(0,33)

Conformément à la norme « IAS 33 - Résultat par action », le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires sur le premier semestre 2016 et l'exercice 2016 a été ajusté afin de tenir compte des événements ayant eu une incidence sur le nombre d'actions en circulation sans avoir un impact spécifique sur les ressources de la Société.

Du fait de la réorganisation du Groupe, Maisons du Monde S.A. est devenue la nouvelle société mère du Groupe en lieu et place de Luxco 3 à compter du 31 mai 2016. Dans le cadre de cette réorganisation et avant l'introduction en bourse, le nombre initial d'actions ordinaires de Maisons du Monde S.A. au 1^{er} janvier 2016 (139 889 001) a été augmenté de 3 actions afin de procéder à un regroupement d'actions, ce qui a donné lieu à une baisse du nombre d'actions ordinaires de 139 889 004 à 23 314 834.

À des fins de comparaison, ce nombre d'actions ordinaires (23 314 834) a été utilisé pour calculer le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour le premier semestre 2016 et l'exercice 2016 et a été considéré comme le nombre d'actions au 1^{er} janvier 2016.

En outre, les augmentations de capital relatives à la fusion avec Luxco 3 et à l'introduction en Bourse ont été prises en compte pour le calcul du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur le premier semestre 2016 et l'exercice 2016. Ces augmentations de capital portent le nombre d'actions ordinaires à 45 241 894 à compter du 31 mai 2016.

Le nombre d'actions ordinaires n'a pas varié au cours du premier semestre 2017, et a été ajusté du nombre moyen pondéré d'actions propres qui ont été acquises au cours de l'exercice (cf. note 22.2).

13.2 Résultat net dilué par action

Le capital social du Groupe au 30 juin 2017 est composé uniquement des actions ordinaires de Maisons du Monde S.A.

Le résultat dilué par action tient compte du nombre moyen pondéré d'actions de performance octroyées aux salariés (cf. note 22.3).

<i>(en milliers d'euros, sauf mention contraire)</i>	Premier semestre 2017	Premier semestre 2016	Exercice 2016
Résultat net de la période attribuable aux actionnaires de la société mère	6 218	(53 911)	(11 969)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires <i>(en milliers)</i>	45 227	26 949	36 133
Retraitement de l'effet dilutif des actions de performance	180	-	10
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires retraité <i>(en milliers)</i>	45 408	26 949	36 143
RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	0,14	(2,00)	(0,33)

Note 14 Dividende par action

Au titre de l'exercice 2016, un dividende ordinaire de 0,31 euro par action a été attribué lors de l'assemblée générale du 19 mai 2017. Le dividende a été détaché de l'action le 10 juillet 2017 et mis en paiement le 12 juillet 2017. Le dividende au titre des actions que le Groupe détiendrait en propre lors du détachement du dividende

n'a pas été versé. Ainsi, les sommes correspondant aux dividendes non versés aux actions auto-détenues seront affectées au compte « report à nouveau » et le montant global du dividende sera ajusté en conséquence.

2.7 Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire

Note 15 Goodwill

(en milliers d'euros)	France	International	Total
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2016	240 949	80 234	321 183
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-	-
Dépréciations	-	-	-
Écarts de conversion	-	-	-
Valeur nette comptable au 30 juin 2016	240 949	80 234	321 183
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2017	240 949	80 234	321 183
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-	-
Dépréciations	-	-	-
Écarts de conversion	-	-	-
Valeur nette comptable au 30 juin 2017	240 949	80 234	321 183

Le test de dépréciation effectué au 31 décembre 2016 n'a pas mis en évidence de perte de valeur nécessitant la comptabilisation d'une provision pour dépréciation du *goodwill*. Au 30 juin 2017, le Groupe considère que les hypothèses utilisées pour évaluer la valeur recouvrable du *goodwill* au 31 décembre 2016 ne sont pas substantiellement modifiées.

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au titre du premier semestre 2017.

Note 16 Autres immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Marques, noms commerciaux, licences, brevets	Droits au bail et assimilés	Frais de développement internes des logiciels	Autres	Total
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2016	208 354	31 955	1 549	183	242 040
Acquisitions	874	714	715	475	2 778
Cessions	-	(434)	-	-	(434)
Amortissements	(654)	(145)	(382)	(33)	(1 214)
Dépréciations (dotations/reprises)	-	19	-	-	19
Écarts de conversion	-	(10)	-	-	(10)
Valeur nette comptable au 30 juin 2016	208 574	32 099	1 882	625	243 180
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2017	208 824	32 434	2 503	214	243 975
Acquisitions	1 200	658	39	1 523	3 420
Cessions	-	(75)	-	-	(75)
Amortissements	(697)	(165)	(548)	(8)	(1 418)
Dépréciations (dotations/reprises)	-	164	-	-	164
Autres	518	-	-	(190)	328
Valeur nette comptable au 30 juin 2017	209 845	33 016	1 994	1 539	246 394

Au 30 juin 2017, le Groupe considère que les hypothèses utilisées pour évaluer la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles (la marque essentiellement) au 31 décembre 2016 ne sont pas modifiées substantiellement, et rien n'indique qu'une perte de valeur doit être comptabilisée.

Note 17 Immobilisations corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2016	78 936	7 076	27 795	2 932	116 740
Acquisitions	10 589	1 738	5 803	2 011	20 141
Cessions	(351)	(125)	(202)	(10)	(688)
Amortissements	(7 852)	(1 271)	(4 113)	-	(13 236)
Dépréciations (dotations/reprises)	227	-	-	-	227
Autres	1 461	-	9	(1 470)	-
Écarts de conversion	(32)	(56)	(11)	(2)	(101)
Valeur nette comptable au 30 juin 2016	82 978	7 362	29 281	3 461	123 082
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2017	90 555	8 328	34 685	3 309	136 877
Acquisitions	9 642	4 943	3 893	2 203	20 681
Cessions	(421)	(16)	(231)	(64)	(732)
Amortissements	(8 212)	(1 493)	(5 181)	-	(14 885)
Dépréciations (dotations/reprises)	844	-	-	-	844
Autres	2 204	2	8	(2 535)	(321)
Écarts de conversion	(137)	(114)	(37)	(6)	(294)
Valeur nette comptable au 30 juin 2017	94 476	11 650	33 137	2 907	142 171

Les installations techniques, matériel et outillages, pour l'essentiel, mais aussi les autres immobilisations corporelles, comprennent les montants suivants lorsque le Groupe agit en tant que preneur dans le cadre d'un contrat de location-financement :

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016	30 juin 2016
Contrats de location-financement portés à l'actif à leur valeur d'acquisition	10 536	9 654	6 856
Montant cumulé des amortissements	(6 943)	(6 229)	(5 596)
VALEUR NETTE COMPTABLE	3 593	3 425	1 260

Note 18 Autres actifs financiers non courants

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016	30 juin 2016
Titres de sociétés ⁽¹⁾	2 350	2 352	2 384
Prêts	52	2	2
Autres actifs financiers ⁽²⁾	12 416	14 276	12 415
Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	2 116	1 388	3 250
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	16 934	18 018	18 051

(1) Les titres de sociétés correspondent principalement à des participations dans des Groupements d'Intérêt Économique acquises lors de l'ouverture de magasins pour 2,3 millions d'euros.

(2) Les autres actifs financiers concernent principalement les dépôts et cautionnements versés ou accordés aux bailleurs des magasins, des entrepôts, du siège social et des usines pour 11,1 millions d'euros.

Note 19 Actifs et passifs d'impôts différés

L'analyse des actifs et des passifs d'impôts différés est la suivante :

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016	30 juin 2016
Impôts différés actifs	33 336	21 002	40 843
Impôts différés passifs	(62 823)	(62 823)	(74 789)
TOTAL DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS/PASSIFS	(29 487)	(41 821)	(33 945)

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils ont leur origine au sein de la même juridiction fiscale.

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des déficits reportables dans la mesure où il est probable que l'avantage fiscal qui leur est associé se réalisera. Compte tenu des prévisions budgétaires, le Groupe a activé l'intégralité des déficits

reportables, qui sont principalement générés dans le cadre de l'intégration fiscale française. Ils s'élèvent à 46,9 millions d'euros au 30 juin 2017, contre 52,1 millions d'euros au 31 décembre 2016. La variation s'explique principalement par l'imputation des déficits reportables sur le résultat fiscal de la période de l'intégration fiscale française.

Note 20 Autres actifs non courants

Les « Autres actifs non courants » correspondent aux droits au bail désignés sous le terme « Pas de porte », qui sont comptabilisés en tant que loyers selon le mode linéaire sur la durée estimée du bail. La part courante des dépenses liées aux « Pas de porte » est intégrée dans la rubrique « Créances clients et autres créances ».

Note 21 Instruments financiers dérivés

La juste valeur des instruments financiers dérivés est ventilée comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2017		31 décembre 2016		30 juin 2016	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Contrats de change à terme	-	16 213	22 658	-	12 285	-
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	-	16 213	22 658	-	12 285	-

Tous les contrats sont destinés à couvrir l'acquisition de biens et de marchandises en US dollars. Ces instruments financiers dérivés ont une valeur nominale totale de 638,4 millions d'US dollars au 30 juin 2017 et de 353,1 millions d'US dollars au 31 décembre 2016.

Le Groupe a adopté la comptabilité de couverture à partir du 1^{er} janvier 2016 (cf. notes 2.18 et note 24 des états financiers consolidés 2016).

Le montant enregistré directement en capitaux propres au 30 juin 2017 s'élève à (36,5) million d'euros et est destiné à couvrir les flux futurs prévisionnels. Le montant comptabilisé au compte de résultat, dans le résultat courant, pour un total de (2,4) millions d'euros correspond aux instruments financiers dérivés existants à fin décembre 2015 et consommés au cours du premier semestre 2017 (composante « comptant »), ainsi qu'à la valeur temporelle de la variation de la juste valeur des instruments de couverture (composante « report/déport »).

Note 22 Capitaux propres

22.1 Actions

Au 30 juin 2017, le capital social se compose de 45 241 894 actions ordinaires de Maisons du Monde S.A. Sur la base d'une valeur nominale de 3,24 euros par action, le capital social de Maisons du Monde S.A. s'élève ainsi à 146 583 736,56 euros au 30 juin 2017.

22.2 Actions propres

Au 30 juin 2017, le Groupe détient 22 009 actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité.

22.3 Paiements fondés sur des actions

a) Plan d'attribution d'actions de performance

Le 25 octobre 2016 et le 16 décembre 2016, le Conseil d'administration a décidé d'attribuer respectivement 14 411 (4 bénéficiaires du « Plan d'actions gratuites n° 1 ») et 153 250 (294 bénéficiaires du « Plan d'actions gratuites n° 2 ») actions de performance aux salariés situés en France (cf. note 26.3 des États financiers consolidés 2016).

La 13^e résolution adoptée par l'assemblée générale extraordinaire tenue le 19 mai 2017 autorise le Conseil d'administration à attribuer des actions gratuites aux salariés du Groupe, dans la limite de 2 % du capital de la Société sur une période de 38 mois. En vertu de cette autorisation, le Conseil d'administration a adopté le « Plan d'actions gratuites n° 3 » en date du 19 mai 2017, qui prévoit l'attribution de 19 850 actions de performance à 70 salariés situés à l'étranger et 34 500 actions de performance au Directeur général.

L'attribution d'actions de performance est soumise aux conditions suivantes :

- une exigence d'emploi continu au sein du Groupe au cours de la période d'acquisition : les actions attribuées à un bénéficiaire ne seront finalement acquises que si ce dernier a été employé au sein de l'une des sociétés du Groupe pendant la période d'acquisition, calculée à compter de la date d'attribution, fixée à 31 mois. En cas de décès, d'invalidité ou de départ à la retraite, le bénéficiaire conserve ses droits, n'étant plus soumis à l'exigence d'emploi continu ;
- une exigence de performance basée sur le niveau des ventes et de l'EBITDA pour tous les bénéficiaires, identique à celle fixée aux bénéficiaires du « Plan d'actions gratuites n° 2 » (hors membre du Comité exécutif) ;
- une exigence de performance supplémentaire pour le Directeur général, liée au niveau du bénéfice par actions, identique à celle fixée aux membres du Comité exécutif bénéficiaires du « Plan d'actions gratuites n° 2 » ;
- une exigence de conservation sur une partie des actions acquises, pour le Directeur général, à compter de la date d'attribution définitive jusqu'à la fin de son mandat.

b) Informations sur la juste valeur d'attribution des actions de performance

Les conditions de performance définies sont réputées avoir été pleinement remplies à la date de valorisation.

	Plan n° 1 25 octobre 2016	Plan n° 2 16 décembre 2016	Plan n° 3 19 mai 2017
Durée du plan	1 an	3 ans	2,59 ans
Juste valeur des actions de performance (en euros)	24,52	22,51	31,28

Sur le premier semestre 2017, dans le cadre des plans d'attribution d'actions de performance, une charge de 0,7 million d'euros (hors charges sociales) a été comptabilisée dans les charges de personnel au compte de résultat en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Aucune charge n'a été comptabilisée sur le premier semestre 2016, les premiers plans ayant été mis en place sur le second semestre 2016.

Note 23 Endettement net et emprunts

23.1 Endettement net

(en milliers d'euros)	Effet sur la trésorerie			Sans effet sur la trésorerie			30 juin 2017
	31 décembre 2016	Augmentation	Diminution	Frais d'émission	Locations-financements	Intérêts	
Ligne de crédit à long terme	247 338	-	(2 859)	327	-	2 713	247 519
Facilités de crédit renouvelables	34 174	-	(11 058)	131	-	708	23 955
Locations-financements	3 431	-	(729)	-	883	-	3 585
Dépôts et cautionnements	383	-	(1)	-	-	-	382
Découverts bancaires	642	4 277	-	-	-	-	4 919
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(60 317)	-	10 140	-	-	-	(50 177)
TOTAL ENDETTEMENT NET	225 651	4 277	(4 507)	458	883	3 421	230 183

L'ensemble des emprunts et autres dettes financières est libellé en euros au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016.

Présentation du financement

Le 18 avril 2016, le Groupe a obtenu une facilité de crédit senior auprès d'un syndicat de banques internationales. Cette facilité de crédit senior comprend une ligne de crédit à long terme de 250 millions d'euros et une facilité de crédit renouvelable (« RCF ») de 75 millions d'euros (25 millions d'euros sont tirés au 30 juin 2017).

Le 1^{er} mars 2017, le Groupe a souscrit à une facilité de crédit renouvelable additionnelle pour un montant de 75 millions d'euros (non utilisée au 30 juin 2017), dont les termes et conditions de financement sont identiques à la facilité de crédit senior.

Termes et conditions de financement

La facilité de crédit senior est remboursable le 31 mai 2021. Les frais d'émission de la facilité de crédit senior initiale se sont élevés à 4,5 millions d'euros et ceux relatifs à la facilité de crédit renouvelable additionnelle à 0,4 million d'euros. Ils sont étalés sur la durée de l'emprunt selon la méthode du TIE.

Le taux d'intérêt applicable est l'EURIBOR 1, 3 ou 6 mois majoré d'une certaine marge fixée initialement à 2,25 % pour les douze premiers mois, et fixée ensuite selon un mécanisme d'ajustement de la marge de crédit (« margin ratchet ») fondé sur le ratio de levier d'endettement net pour la période concernée (qui limite la marge à 2,50 % au maximum). L'EURIBOR applicable dépend de la période de taux d'intérêt applicable à la période de tirage concernée. La marge a été révisée à 1,5 % en date du 6 juin 2017.

Cette facilité de crédit senior est conditionnée au respect d'un ratio de levier d'endettement qui doit rester inférieur aux ratios décrits dans le tableau ci-après pour chaque période considérée :

Période concernée	Levier d'endettement
Échéance au 30 juin 2017	4.50:1
Échéance au 31 décembre 2017	4.25:1
Échéance au 30 juin 2018	4.00:1
Échéance au 31 décembre 2018	3.75:1
Échéance au 31 décembre 2019	3.75:1
Échéance au 31 décembre 2020	3.75:1

Le ratio de levier d'endettement, qui est le rapport entre l'endettement net total au dernier jour de la période considérée et l'EBITDA consolidé pro forma pour cette même période, est respecté au 30 juin 2017.

23.2 Échéance des emprunts

Au 30 juin 2017, les échéances des emprunts s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Échéance au 30 juin 2017			Total
	À moins d'un an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	
Ligne de crédit à long terme	(405)	247 924	-	247 519
Facilités de crédit renouvelables	24 817	(862)	-	23 955
Locations-financements	956	2 629	-	3 585
Dépôts et cautionnements	-	-	382	382
Découverts bancaires	4 919	-	-	4 919
TOTAL EMPRUNTS	30 287	249 691	382	280 360

23.3 Taux fixe et taux variable

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016	30 juin 2016
Taux variable	272 632	282 425	285 513
Taux fixe	7 728	3 543	8 500
TOTAL EMPRUNTS	280 360	285 968	294 013

Les emprunts à taux variables comprennent la ligne de crédit à long terme et les facilités de crédit renouvelables.

Note 24 Avantages postérieurs à l'emploi

La provision pour avantages postérieurs à l'emploi concerne les régimes de retraite à prestations définies.

(en milliers d'euros)	30 juin 2017	31 décembre 2016	30 juin 2016
France	2 503	2 411	1 892
Italie	3 775	3 668	3 331
ENGAGEMENTS AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES	6 278	6 079	5 223

Note 25 Provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	Provisions pour litiges commerciaux	Provisions pour litiges avec des salariés	Provisions relatives aux magasins (fermeture et litiges sur baux commerciaux)	Provisions fiscales	Total
Solde au 1^{er} janvier 2016	808	942	105	440	2 295
Provisions supplémentaires	50	277	235	-	562
Reprises de montants non utilisés	(82)	(102)	-	(158)	(342)
Reprises de montants utilisés	(85)	(114)	(67)	(67)	(333)
Écarts de conversion	-	-	-	-	-
Reclassement	-	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2016	690	1 003	273	217	2 183
<i>Dont non courant</i>	507	1 003	72	122	1 704
<i>Dont courant</i>	183	-	201	95	479
Solde au 1^{er} janvier 2017	12 854	1 039	239	332	14 464
Provisions supplémentaires	1 273	370	14	-	1 656
Reprises de montants non utilisés	(30)	(349)	-	-	(380)
Reprises de montants utilisés	(1 073)	(221)	(140)	(206)	(1 640)
Écarts de conversion	-	-	-	-	-
Reclassement	-	-	-	-	-
Solde au 30 juin 2017	13 024	839	113	126	14 100
<i>Dont non courant</i>	12 659	839	113	126	13 735
<i>Dont courant</i>	365	-	-	-	365

Note 26 Autres passifs non courants

Les « Autres passifs non courants » correspondent aux franchises de loyers négociées lors de la conclusion d'un contrat de bail, comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée estimée du bail. La part courante des franchises de loyers est présentée dans la rubrique « Dettes fournisseurs et autres dettes ».

Note 27 Instruments financiers

Au 30 juin 2017, la valeur nette comptable des actifs et des passifs financiers est égale à leur juste valeur, à l'exception de la ligne de crédit à long terme et des facilités de crédit renouvelables qui sont comptabilisées au coût amorti.

Les instruments financiers dérivés (cf. note 21) sont évalués à la juste valeur sur la base d'une méthode d'évaluation fondée sur les données de marché observables.

2.8 Informations complémentaires

Note 28 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan sont présentés à la note 34 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Il n'y a pas eu de modification significative des engagements hors bilan entre le 31 décembre 2016 et le 30 juin 2017.

Note 29 Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées sont présentées à la note 35 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Il n'y a pas eu de modification significative des transactions avec les parties liées entre le 31 décembre 2016 et le 30 juin 2017, à l'exception de la mise en place du « Plan d'actions gratuites n° 3 » au bénéfice du Directeur général (cf. note 22.3).

Note 30 Périmètre de consolidation

Le tableau ci-après fournit la liste des filiales du Groupe ainsi que le niveau de participation de Maisons du Monde S.A. dans chaque entité au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016.

Filiale	Activité	Pays d'origine	Méthode de consolidation	Au 30 juin 2017		Au 31 décembre 2016	
				Contr. (en %)	Part. (en %)	Contr. (en %)	Part. (en %)
Maisons du Monde S.A. (anciennement Magnolia (BC) S.A.S.)	Holding - Entité mère	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Abaco	Holding	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde France	Magasins de meubles et de décoration en France/Principal acheteur	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Belgique	Magasins de meubles et de décoration en Belgique	Belgique	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Espagne	Magasins de meubles et de décoration en Espagne	Espagne	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Italie	Magasins de meubles et de décoration en Italie	Italie	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Luxembourg	Magasins de meubles et de décoration au Luxembourg	Luxembourg	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Allemagne	Magasins de meubles et de décoration en Allemagne	Allemagne	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Suisse	Magasins de meubles et de décoration en Suisse	Suisse	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Distrimag	Logistique entrepôts et préparation des commandes	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Distri-Traction	Traction des conteneurs du port vers les entrepôts	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Distri-Meubles	Livraisons aux clients	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Chin Chin Limited	Holding	Hong Kong	Mise en équivalence	50 %	50 %	50 %	50 %
Shanghai Chin Chin	Usine de fabrication de meubles	Chine	Mise en équivalence	50 %	50 %	50 %	50 %
Mekong Furniture	Usine de fabrication de meubles	Vietnam	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
MDM Furniture & Decoration	Activités e-commerce au Royaume-Uni	Royaume-Uni	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
International MDM	Entité inactive	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
International MGL	Entité inactive	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %

Note 31 Événements postérieurs

Le Groupe n'a pas identifié d'événements significatifs postérieurs au 30 juin 2017.

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts et par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Maisons du Monde S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Nantes et Neuilly-sur-Seine, le 4 août 2017,

Les commissaires aux comptes,

KPMG Audit
Département de KPMG S.A
Gwenaël Chédaleux
Associé

Deloitte & Associés
Jean Paul Séguret
Associé

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les états financiers consolidés condensés du semestre clos le 30 juin 2017 ont été établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Société et de l'ensemble des sociétés qui entrent dans son périmètre de consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente une image fidèle des événements significatifs survenus au cours des six premiers mois de l'exercice, de leur impact sur les états financiers, et des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Le 2 août 2017

Gilles Petit

Directeur général

MAISONS
DU MONDE

Société anonyme
à Conseil d'administration
au capital de 146 583 736,56 €
793 906 728 RCS Nantes
Le Portereau - 44120 Vertou
France
Tél. : +33 (0)2 51 71 17 17